

RAPPORT ATELIER AVEC LES DÉCIDEURS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS AU BURKINA

CERADD;

;

© 2020, CERADD-UGB



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence and criminality in West Africa

Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique de l'Ouest



Rapport de l'Atelier national de restitution du projet de recherche

4 décembre 2019, Hôtel des Conférences - Ouagadougou

Table des matières

Avant-propos.....	2
I. Présentation des résultats.....	4
Les efforts de lutte contre l’extrémisme violent – Mahamadou Savadogo	4
Ressources de résilience aux violences politiques au Burkina Faso – Cheickna Yaranangoré	6
La résilience chez les jeunes placés au Centre d’Education et de Formation Spécialisée de Gampèla – Yéri Poda.....	8
Principaux résultats quantitatifs – Damien Lankoande	10
Synthèse de la recherche – Youssouf Bâ	13
II. L’interaction chercheurs / praticiens.....	16
Synthèse des échanges.....	16
Les groupes de travail thématiques	17
Conclusion	20

Avant-propos

Le **Carrefour d'Etudes et de Recherche-Action pour le Développement et la Démocratie** (CERADD) en partenariat avec le **Centre de Recherches pour le Développement International** (CRDI) a mis en œuvre un projet de recherche intitulé : « Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique de l'Ouest ». Ce projet a pour objectif général de contribuer à rompre avec le cycle de production de violence et de criminalité chez les jeunes au Burkina Faso et au Sénégal. La recherche s'est menée conjointement au Burkina Faso et au Sénégal et a été coordonnée au niveau sous régional par une équipe de coordination, en dessous de laquelle se trouvent deux équipes de recherches dites « équipes pays » (une pour chaque pays : Burkina Faso et Sénégal). Dans le cadre de la recherche au Burkina Faso, la **Fondation Terre Des Hommes** a joué le rôle d'institution de référence pour l'équipe pays.

La recherche au Burkina Faso s'est focalisée sur les problématiques actuelles de la violence qui impliquent la jeunesse et qui soulèvent des enjeux liés à la cohésion sociale mais aussi au processus de construction de la démocratie et de l'Etat. L'équipe de recherche a adressé de ce fait 4 axes spécifiques qui sont :

- La résilience à l'extrémisme violent
- La résilience aux violences politiques
- La résilience aux violences urbaines
- La résilience des jeunes placés dans des centres éducatifs ; la résilience des violences basées sur le genre en milieu scolaire

Ces quatre axes spécifiques ont été complétés par une enquête nationale sur le rapport des citoyens burkinabè à la violence, en vue d'avoir dans le processus de la recherche, une perspective plus globale sur la violence et la criminalité.

Cet atelier national de restitution s'inscrit dans un processus de diffusion avec pour optique de présenter les résultats de la recherche à des praticiens de la cohésion sociale. L'objectif étant de créer un espace de dialogue entre ces praticiens et des jeunes chercheurs ; en vue d'enrichir et ouvrir de nouvelles perspectives d'actions et de recherches concernant les pratiques des uns et des autres.

C'est donc dans ce sens, que le CERADD a proposé à la Cellule de Coordination Inter consortia du programme FFU-Cohésion Sociale¹, de coorganiser cet atelier de restitution. 35 membres des organisations partenaires du FFU-Cohésion Sociale ont donc échangé avec l'équipe de chercheurs du CERADD, composée de :

- *Mahamoudou Savadogo (Résilience à l'extrémisme violent)*
- *Cheickna Yaranangoré (Résilience aux violences politiques)*
- *Yéri Poda (Résilience des jeunes placés dans des centres éducatifs)*

¹ Le FFU-Cohésion Sociale est un programme de l'Union Européenne mis en œuvre à travers 7 consortia d'organisations nationales et internationales intervenant dans 7 régions du Burkina Faso. Ces organisations développent des projets de promotion de la paix, de dialogue intercommunautaire, de gestion des ressources naturelles dont l'objectif principal est de contribuer à la prévention de l'extrémisme violent par le renforcement de la cohésion sociale. Une part importante de ces projets est orientée vers les jeunes.

- *Youssouf Ba (Synthèse de la recherche au Burkina Faso)*
- *Damien Lankoande (Résultats de la Recherche quantitative)*

Programme de l'atelier

Horaires	Interventions	Intervenants
9h-9h15	Accueil des participants	
9h15-9h20	Introduction	Pierre Fichter , Coordinateur de la Cellule Inter-consortia FFU-Cohésion Sociale
9h20-9h30	Ouverture des travaux	Ramata Thioune , Représentante du CRDI
9h30-9h40	Introduction du cadre général de la recherche	Youssouf Bâ , Adjoint du coordinateur du projet (CERADD)
9h40 – 10h40	Présentation des résultats de la recherche qualitative <ul style="list-style-type: none"> ▪ La résilience à l'extrémisme violent ▪ La résilience aux violences politiques ▪ La résilience des jeunes placés dans des centres éducatifs et des violences basées sur le genre en milieu scolaire 	Les chercheurs Cheickna Yaranangoré, Yéri Poda, Mahamoudou Savadogo
10h40-10h45	Sketch	Gouem Harouna, Olga Damiba
10h45-11h15	Pause – café	
11h15-11h30	Présentation des résultats de la recherche quantitative	Damien Lankoande
11h30-11h35	Sketch	Gouem Harouna, Olga Damiba
11h35-11h50	Synthèse	Youssouf Bâ (CERADD)
11h50-12h50	Débats et échanges	
12h50-13h50	Pause déjeuner	
13h50-15h	Travail en groupes thématiques	
15h-16h	Restitution des groupes de travail thématiques	
16h	Mots de clôture	Pierre Fichter (Tdh) Ramata Thioune (CRDI)



I. Présentation des résultats

Les efforts de lutte contre l'extrémisme violent – Mahamadou Savadogo

Cette première présentation a permis de resituer le contexte actuel du Burkina au regard des dynamiques liées à l'expansion des groupes extrémistes violents (appelés aussi groupe armés terroristes par le chercheur) et leurs conséquences sur la situation sécuritaire. Mahamadou Savadogo est aussi revenu sur les réponses apportées par les acteurs en termes de lutte.

Concernant l'implication des jeunes, le chercheur a davantage approfondi les questions du recrutement opéré par les groupes, ainsi que les facteurs et motivations des jeunes à rejoindre ces groupes. La connaissance de ces processus appelle des stratégies de prévention.

L'expansion sous-régionale de la violence extrémiste

2015 : La stratégie d'expansion au Burkina débute en 2015, avant cela le territoire constituait principalement une base arrière.

2016 : 5 provinces touchées, 37 incidents terroristes. La menace est localisée dans la partie nord du pays, on note quelques attaques sporadiques au centre. Ces groupes sont à la recherche d'appuis locaux.

2017 : 12 provinces touchées, 97 incidents terroristes. Création d'une katiba locale (Ansarul Islam) marquant le début de l'endogénéisation de la menace. Expansion de la menace à d'autres régions.

2018 : 16 provinces touchées, 310 incidents terroristes. Mouvement de l'EIGS sous pression des FAMAS, Barkhane, et Gatia vers la zone des 3 frontières. Installation de l'EIGS dans la partie septentrionale de l'Est du Burkina à cheval entre le Niger et le Burkina. Consolidation de l'endogénéisation et de la communautarisation de la menace. Expansion de la menace vers les pays côtiers.

L'expansion vers les pays côtiers

- *Création des zones de confort*
- *Stratégie pour fluidifier les couloirs de trafic de tout genre des côtes vers le Sahara et du Sahara vers les côtes*
- *Installation des bases arrière au nord des pays côtiers avec l'appui des contrebandiers, trafiquants populations locales*

2019 : plus de 1000 incidents, une trentaine de provinces touchées. Consolidation des zones de confort, consolidation des bases arrière, radicalisation des groupes locaux au nord pays côtiers.

Une localisation rurale et un recrutement local

Ils ont conquis les zones rurales et y ont créés des zones de confort en adoptant un style de gouvernance à distance et en profitant de :

- Absence /insuffisance de l'Etat
- Mauvaise gouvernance
- Violence des FDS sur les populations
- Des conflits et tensions locaux
- Frustration des populations

L'agenda des groupes armés terroristes

Stratégie ou agenda militaire : groupes hétérogènes, bien structurés, et qui se répartissent les tâches et les zones en exploitant la connaissance qu'ont les groupes locaux de ces zones

Stratégie ou agenda économique : créer un couloir pour fluidifier et alimenter l'économie grise.

Agenda politique : Exacerber les tensions communautaires, harcèlement et déstabilisation de l'Etat creusant ainsi l'écart qui existait déjà entre le pouvoir central et les zones rurales.

Les stratégies de résilience à l'extrémisme violent

Réformes juridiques :

- ✓ Adoption d'une nouvelle loi antiterroriste
- ✓ Relecture du code pénal et du code de procédure pénal ;
- ✓ Création en janvier 2017 d'un pôle judiciaire spécialisé
- ✓ Création d'une unité spécialisée de police judiciaire dans la lutte contre le terrorisme (BSIAT)

Réformes institutionnelles :

- ✓ Création en octobre 2015 de l'ANR
- ✓ Mise en place d'un conseil supérieur de la défense et de la sécurité nationale ;
- ✓ Création en 2019 d'une commission pluridisciplinaire d'élaboration de la politique de défense et de sécurité nationale ;
- ✓ Adoption d'un programme d'urgence pour le sahel :
- ✓ Améliorer l'accès aux services sociaux de base
- ✓ Renforcer la gouvernance administrative et locale
- ✓ Renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens dans les régions touchées par le terrorisme
- ✓ Renforcement des contrôles aux frontières portant sur les personnes, les véhicules et les marchandises
- ✓ Les contrôles sur les axes routiers par les unités de police et de gendarmerie ;
- ✓ La surveillance des discours religieux ;
- ✓ La sécurisation des documents et titres de voyage

Les mécanismes de lutte contre l'extrémisme :

- ✓ L'opération "OTAPUANU" déclenchée en mars 2019 qui a permis de stabiliser les régions du centre-est et de l'est
- ✓ L'opération "DOOFU" déclenchée en mai 2019 dans les régions du centre-nord, du Nord et du Sahel
- ✓ L'opération "KOU DALGOU" menée conjointement en mai 2018 avec le Bénin, le Ghana et le Togo pour lutter contre le banditisme et la criminalité transfrontalière

Les stratégies de résilience au niveau régional

MISAHÉL : en 2013, l'Union Africaine engage la Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite Africaine (MISMA) transformée quelques mois plus tard en une mission de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSMA)

FC-G5 Sahel : lancée en février 2017, la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) est une initiative africaine majeure, soutenue par l'Union africaine et l'ONU, regroupant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad

ONUDC : Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel : l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) est également un acteur important dans la lutte contre l'extrémisme violent

La CEDEAO : la réponse sous-régionale ?

La dernière session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement sur le terrorisme tenu le 14 septembre 2019 à Ouagadougou, a décidé d'adopter un plan d'actions prioritaire sur la période 2020-2024 articulé autour de 08 axes qui sont :

- ✓ *La mutualisation des efforts et la coordination des initiatives de lutte contre le terrorisme*
- ✓ *Le partage effectif et direct des informations et de renseignements entre les services de sécurité des Etats membres*
- ✓ *La formation et l'équipement des acteurs étatique impliqués dans la lutte contre le terrorisme*
- ✓ *Le renforcement de la gestion et du contrôle sécuritaire aux frontières terrestres, aériennes, maritimes et fluviales*
- ✓ *Le renforcement du contrôle des armes, et des produits sensibles à usage multiple*
- ✓ *La lutte contre le financement du terrorisme*
- ✓ *La promotion de la communication, du dialogue intercommunautaire et la prévention de l'extrémisme violent*
- ✓ *Plan d'action et de mobilisation des ressources pour financer la lutte contre le terrorisme dans l'espace CEDEAO*

Conclusion

Il ne fait donc plus aucun doute que les groupes terroristes se dirigent vers les pays côtiers, aidés dans cette entreprise par plusieurs facteurs :

- L'absence de l'Etat au service de sa population,
- Le faible maillage sécuritaire au niveau des frontières,
- Le manque d'anticipation et de collaboration entre les Etats dans la lutte contre le terrorisme
- L'Afrique et la communauté internationale doivent considérer le Burkina comme prioritaire dans l'agenda de la sécurité du continent et une menace pour la sécurité internationale.
- Car, le Burkina est le dernier verrou pour l'accès au pays côtiers, il y a nécessité d'anticiper cette situation au risque de créer la plus grosse menace sécuritaire en Afrique de l'Ouest

Ressources de résilience aux violences politiques au Burkina Faso – Cheickna Yaranangore

Dans son étude des violences politiques au Burkina, Cheickna Yaranangore revient sur les modes d'expression de la violence à travers les mouvements de contestation qui ont rythmé l'évolution socio-politique du pays et certains évènements déterminants. Le chercheur observe une certaine érosion des facteurs de résilience traditionnels qui selon lui à partir d'un certain niveau de crise ne seraient plus fonctionnels.

Dynamiques des crises socio-politiques de 1998 à 2014

Contexte d'émergence (facteurs indirects) :

- Un système politique semi-autoritaire (Mazzocchetti, Hilgers, Hagberg, Loada) : une ouverture démocratique limitée...

- Une gouvernance néo-patrimoniale (Bayard, Médard) : l'Etat est une rente pour les dirigeants : « la politique du ventre »
- Eléments déclencheurs
- Une violence de l'Etat vis-à-vis des citoyens :
 - 1998, mort de N. Zongo
 - 2011, mort de Justin Zongo
- Une alternance politique impossible : l'insurrection populaire

Modes d'Expression et acteurs des crises

- Un contexte international qui incite à la démocratisation
- Le sommet de la Baule : un tournant
- Nouvelle constitution : 2 juin 1991
- De nouvelles opportunités de contestations : protection juridique plus accrue
- Exemple : 1998, et la mobilisation pour la vérité et la justice
- Acteurs des contestations
- Partis politiques et société civile, CODMPP (Collectif des Organisations Démocratiques de Masse et des Partis Politiques)
- Armée, 2011 : contestation du régime en place (tournant)
- Mouvements sociaux : Balai citoyen

Acteurs de la régulation des crises

Les acteurs :

- ✓ « Autorités morales »
- ✓ Personnes ressources
- ✓ Politiques
- ✓ Armée

Caractéristiques des acteurs :

- ✓ Exercice de la domination étatique
- ✓ Influence sur les normes (Lukes, 1973 ; Lemieux, 2001)
- ✓ Influence sur les systèmes de croyance
- ✓ Ressources de positions, sociales et politiques (Hassenteufel, 2014)

Acteurs et ressources de résilience

Les ressources d'action publique :

- Les réformes politiques : une résilience de l'Etat vis-à-vis des crises politiques
- L'évocation des valeurs traditionnelles
- La culture du pardon
- Une interconnaissance entre acteurs politiques

La fragilisation des ressources de résilience

- ✓ *Les mutations des représentations collectives*
- ✓ *Les mutations sociétales : explosion démographique, cherté de la vie, etc.*
- ✓ *La justice reste « un horizon » lointain sur certains dossiers*
- ✓ *Un affaiblissement de l'alliance à plaisanterie qui a un rôle inefficace au-delà d'un certain seuil de gravité*
- ✓ *Un affaiblissement de l'interconnaissance entre les acteurs politiques et les acteurs publics*
- ✓ *Instrumentalisation de la culture du pardon*

Que faire ?

- Renforcer les ressources de régulation des crises à travers l'éducation
- Réformer l'Etat et le rapprocher des populations
- Implémenter des politiques publiques équitables : La justice sociale
- Implémenter un nouveau paradigme de gouvernance
- Faire de la justice sociale une réalité

La résilience chez les jeunes placés au Centre d'Education et de Formation Spécialisée de Gampèla – Yéri Poda

Démarche

Site : le Centre d'éducation et de formation spécialisé de Gampèla avec le soutien de l'ONG *Terre des hommes*

Choix de la méthode : méthode qualitative

Déroulement : l'enquête s'est déroulée en deux étapes :

- Identification des jeunes résilients avec l'aide des différents référents
- Réalisation des récits de vie avec les jeunes identifiés

Echantillon : 11 entretiens réalisés, dont 5 jeunes résilients, 5 éducateurs et 1 chef de service socialisation

Facteurs de risque

A l'origine, une rupture du lien familial...

- Le décès de l'un des deux parents : « Après le décès de mon papa, ma maman est allée se remarier au village. Son nouveau mari ne nous aimait pas et ne voulait pas nous voir, mon grand-frère et moi » (KR).
- La négligence, la maltraitance : « A chaque fois que ma marâtre nous maltraitait, j'en parlais à mon père, mais il ne disait rien. [...] Alors je me suis mis à fuguer, à commettre des dégâts pour attirer son attention » (MH).

➤ Un manque d'affection qui incite à sortir du cercle familial

La découverte de la rue, univers dans lequel la violence est un mode de survie...

- « Dans la rue, l'agressivité est notre arme de défense. [...] Quand je suis arrivé dans le centre, je faisais la bagarre à tout moment ».
- « A la rentrée, ils se sont inscrits en cours de soir et à chaque fois, ils me disaient de venir on va aller se promener et moi je laissais les cours pour les suivre. C'est ainsi que j'ai abandonné l'école et a commencé à voler » (NI)

Les « points tournants »

Le « point tournant » est un moment-carrefour ou un point de rupture dans la vie de ces jeunes ou de distanciation face aux risques

- Les renvois du centre : « Il y a des jeunes qu'on a renvoyé parce qu'ils continuaient à prendre la drogue malgré l'accompagnement. J'ai décidé de changer pour ne pas qu'on me renvoie en prison » (NI)
- L'action : « la meilleure chose qui me soit arrivée a été de travailler, ça m'a permis de m'ouvrir aux autres et d'abandonner certains actes, comme la cigarette, le mensonge » (MH)
- La relation : « Ma rencontre avec mon éducateur actuel a beaucoup joué parce qu'il t'écoute et te parle gentiment ce qui fait tu te sens bien et cherche à t'améliorer, alors que celui que j'avais, il t'insulte, te parle mal et ça t'amène à faire ce que tu veux »

Les facteurs de protection

Un facteur individuel « clé » : retrouver une capacité à se projeter

L'instauration d'une dimension temporelle autour du travail : effort aujourd'hui, récompense demain...

Le désir d'une vie épanouie : « Je veux continuer la mécanique à ma sortie, passer mon permis, ouvrir mon propre garage et faire le transport » (NI)

Retrouver du sens relationnel (à l'extérieur ou à l'intérieur du cercle familial)

Dans le centre, la capacité à nouer des liens amicaux avec des pairs ou des adultes significatifs : « J'ai plus de cinq (05) amis au centre ici, mais il y a deux à qui je fais le plus confiance et à qui je me confie lorsque j'ai un problème pour demander des conseils » (NI)

En renouant les liens avec sa famille, en conservant l'amour et le soutien d'un parent : « Malgré ce que j'ai fait, ma maman continue de me soutenir. Elle vient me voir depuis que je suis au centre ici. Même lorsque j'étais à la maison d'arrêt et de correction, elle venait me rendre visite » (NI)

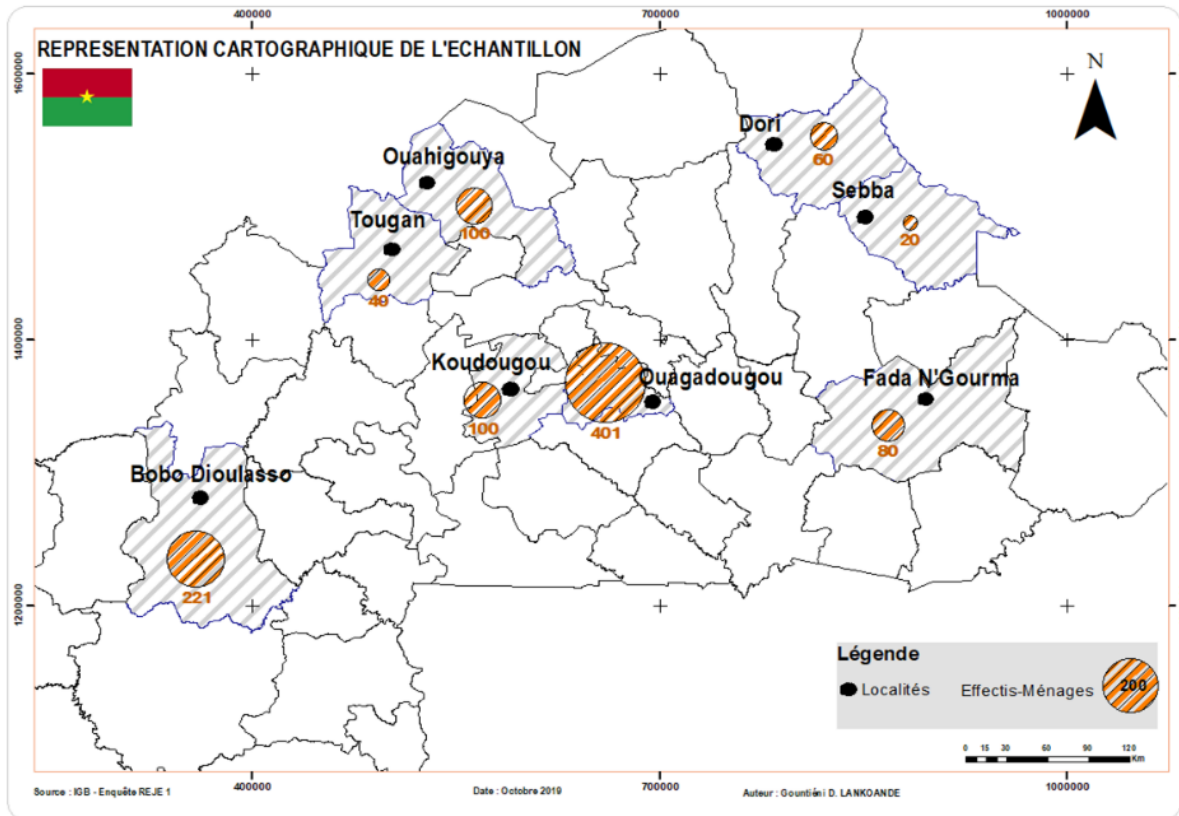
Le Centre : l'apport d'un cadre institutionnel

- Un soutien moral et financier : « Lorsque j'ai des problèmes ou quand quelqu'un me provoque, c'est à mon éducateur que j'en parle. Il arrive souvent même qu'il me donne de l'argent si j'ai un petit besoin » (KR)
- L'instauration d'une dimension contractuelle : « Vous demandez à l'enfant face à une situation d'arrêter de faire ceci ou cela pendant un certain temps. 'Si durant ce temps-ci tu te comportes de telle manière voilà ta récompense' et cela fonctionne souvent » (BK)
- L'élaboration d'un projet éducatif individuel, autour :
 - Du choix d'un atelier technique (autour d'un métier)
 - L'observation des problématiques sociales du jeune
 - L'élaboration d'un projet spécifique de réadaptation (qui sera mis à jour chaque mois)
- Des entretiens individuels et en groupe sur des thématiques communes

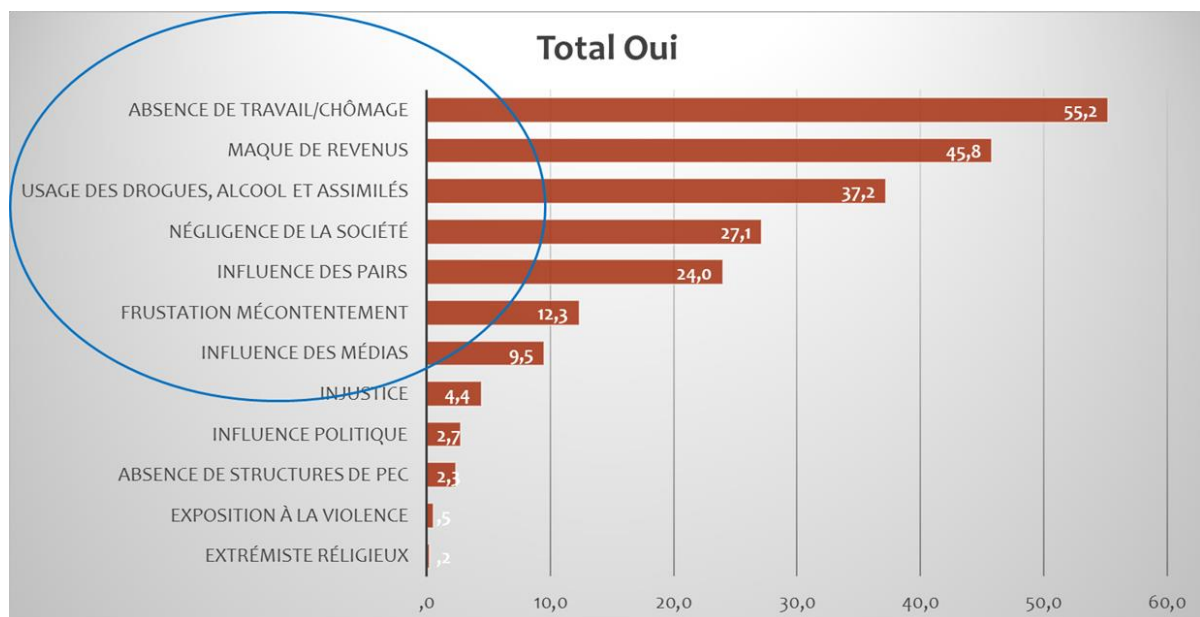
Principaux résultats quantitatifs – Damien Lankoande

Après avoir exposé les méthodes d'échantillonnage utilisées pour ces recherches, ainsi que les caractéristiques socio-démographiques des personnes enquêtées, Damien Lankoande est revenu sur les principales tendances ressorties de l'analyse des données quantitatives.

Echantillon couvert



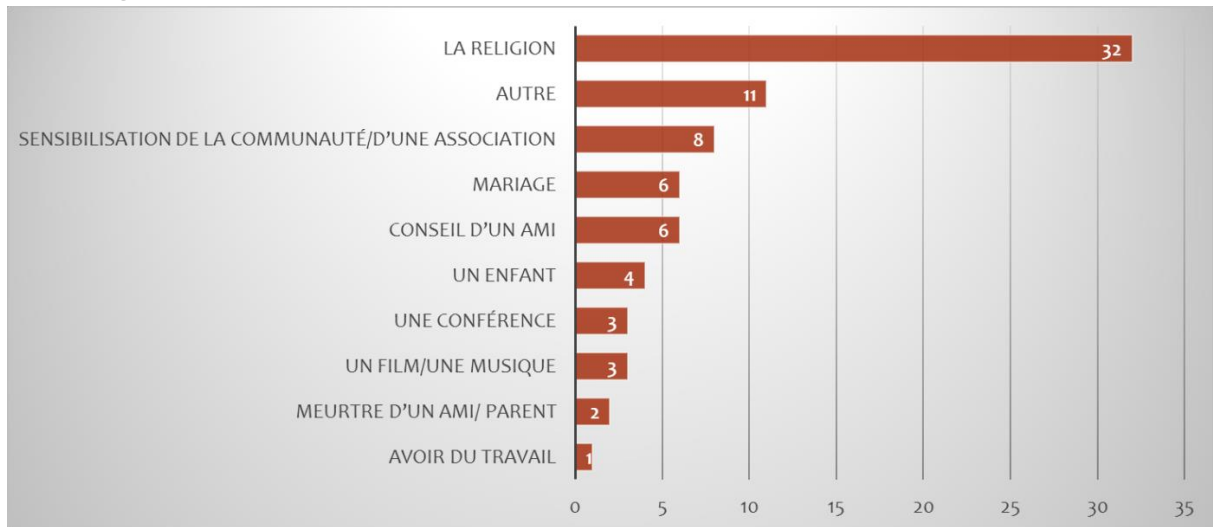
Facteurs d'incitation à la violence



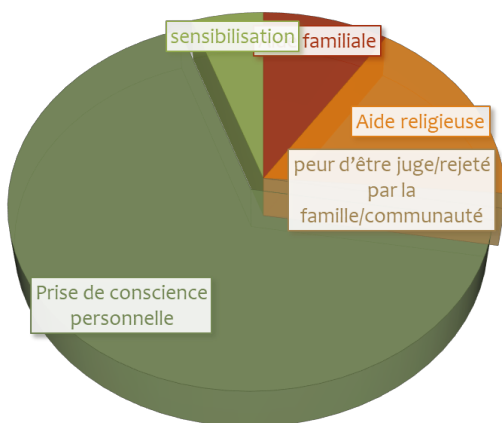
Les facteurs de résilience

On considère que **65%** des enquêtés sont **non résilients** face à la violence (35% résilients)

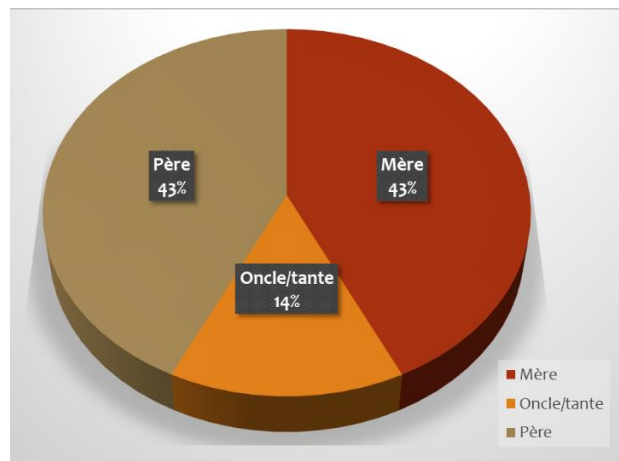
Point d'inflexion de la violence-Racines de résilience



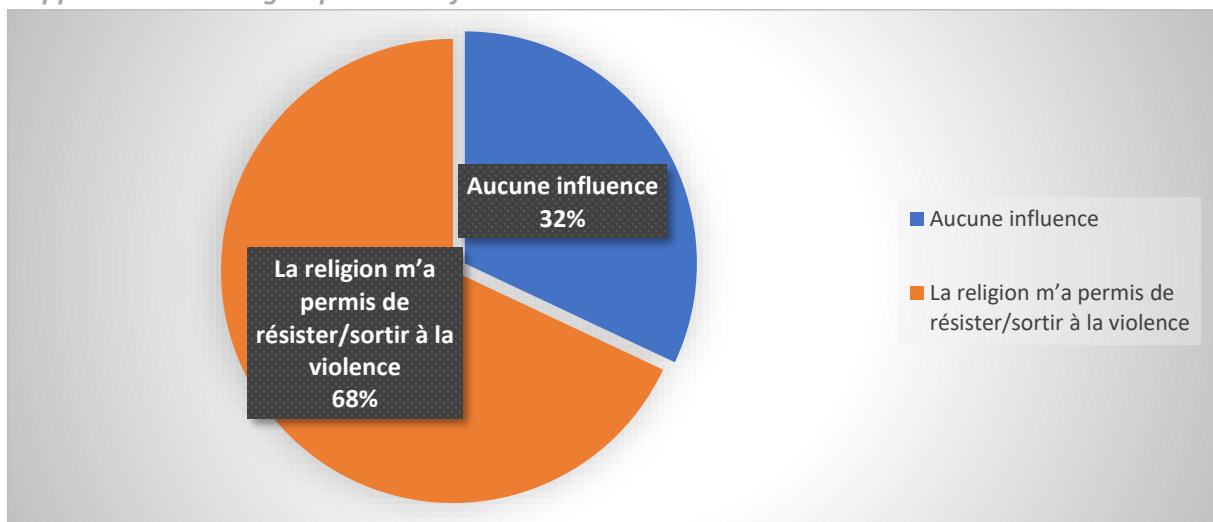
Racines personnelles de résilience



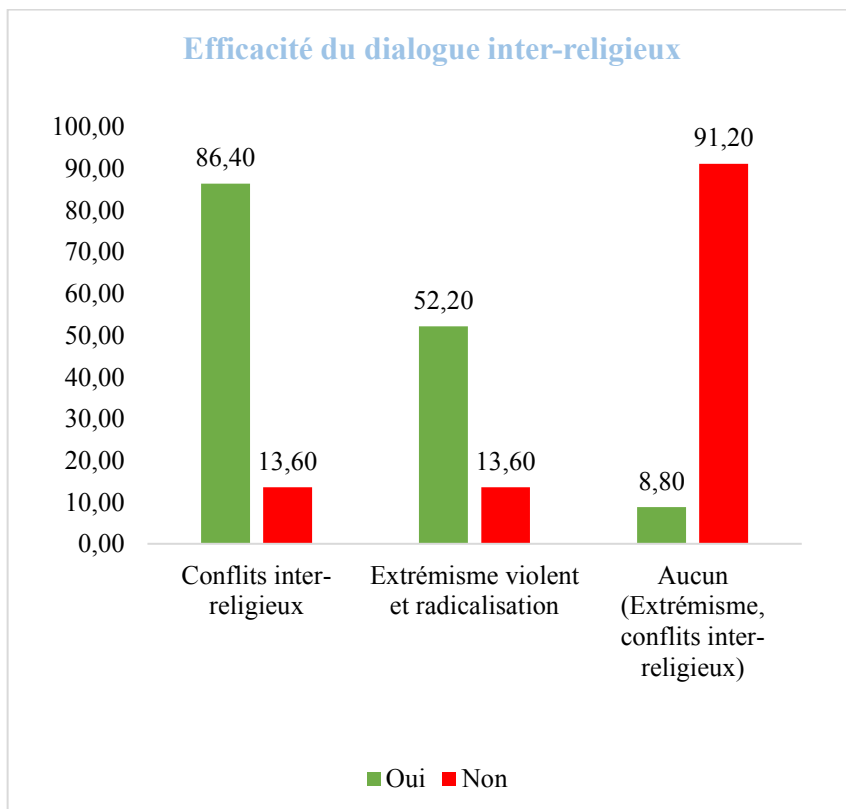
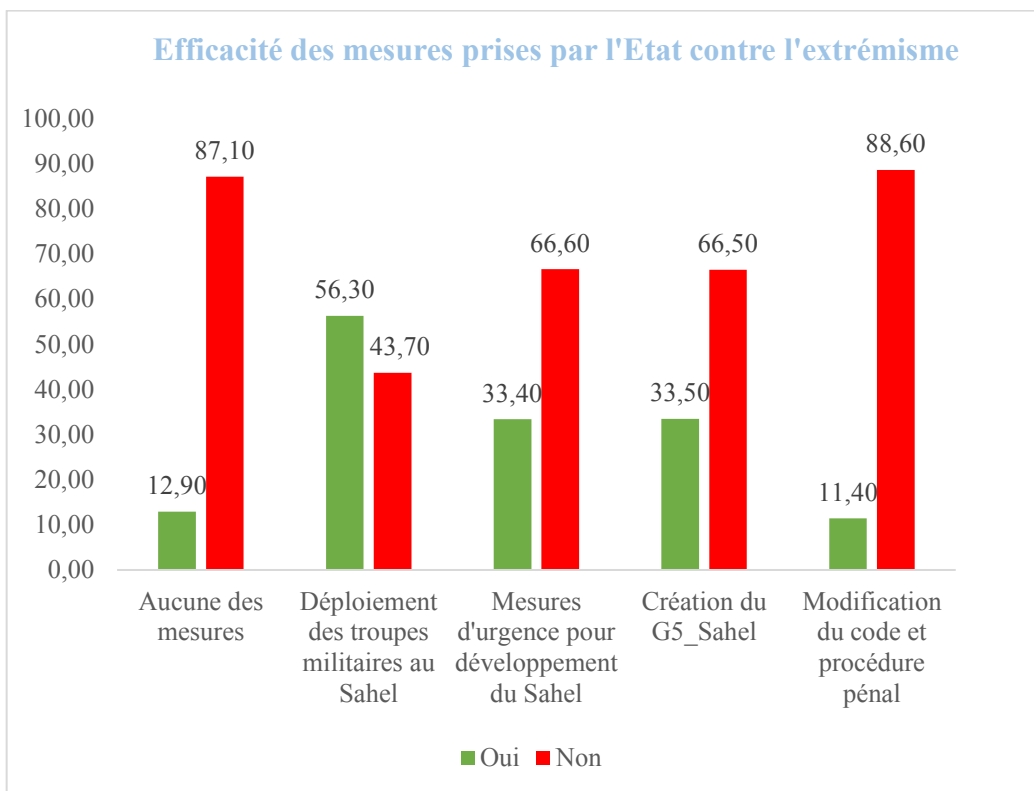
Racines familiales de résilience



L'appartenance à un groupe comme facteur de résilience



Efficacités des mécanismes communautaires



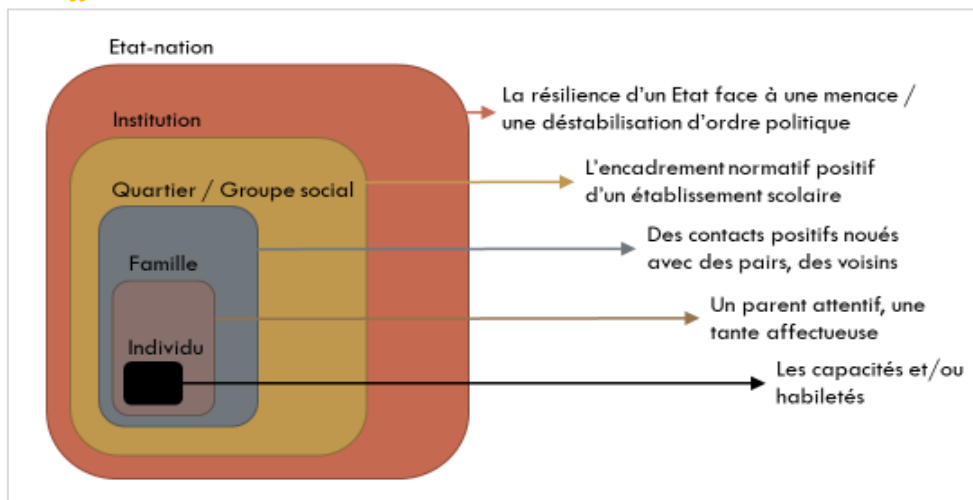
Quelques conclusions

- Une vision noire de la violence et du terrorisme
- Une action fondée sur des solutions obsolètes (religion, leader, coutumier) – Pilier des terroristes.
- Retour à la cellule familiale - socialisation (père et mère, facteurs de résilience) – diversification des origines
- Le traitement de la violence comme masse uniforme (Tous les terroristes ne sont pas à abattre) – Pilier des terroristes
- La radicalisation de l'Etat entraîne la radicalisation

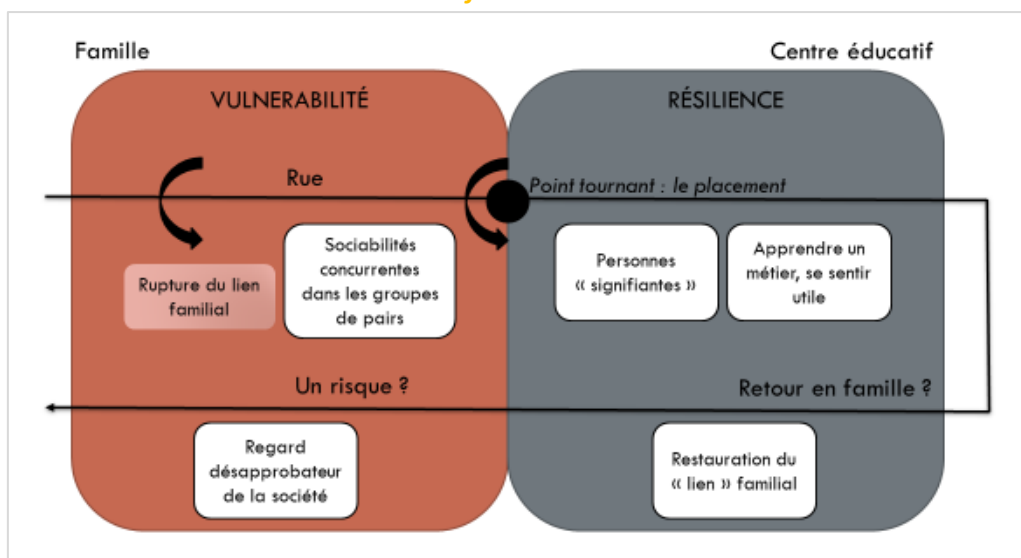
Synthèse de la recherche – Youssouf Bâ

Dans sa synthèse Youssouf Bâ a souhaité approfondir la réflexion sur les mécanismes de résilience à la violence, à travers une analyse systémique prenant en compte les différents niveaux d'échelle. Pour cela, le chercheur est revenu sur les cas étudiés par ses collègues dont certains n'avaient pas pu être présentés durant les restitutions.

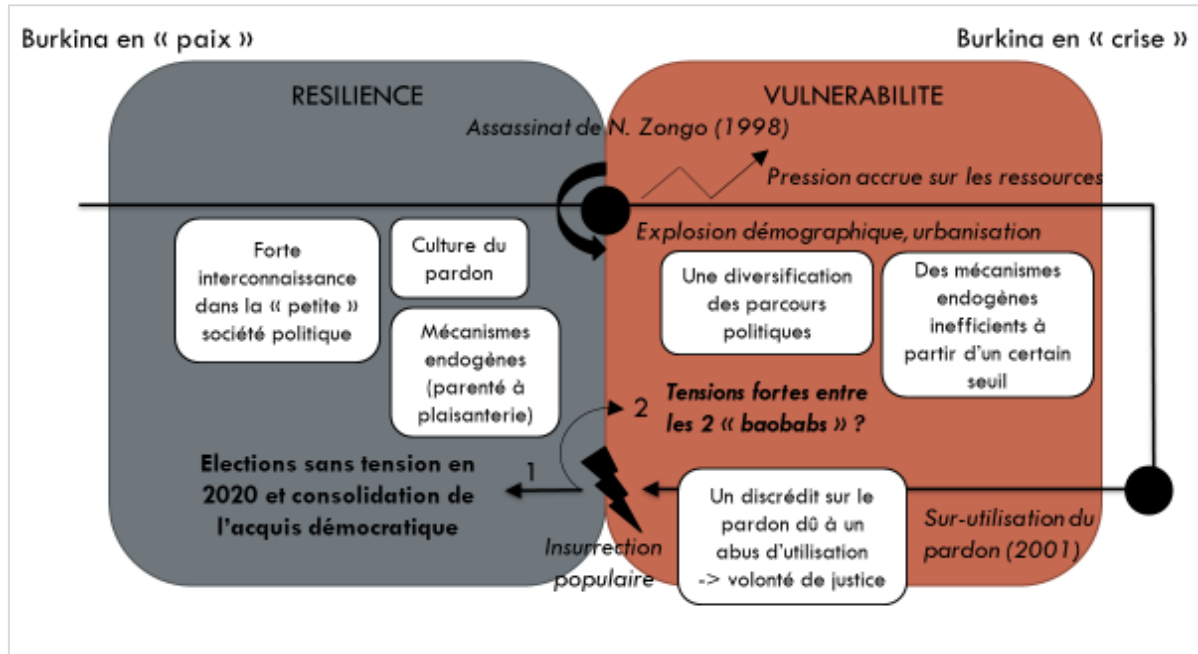
Les différentes échelles de la résilience



La résilience à l'échelle individuelle et familiale



La résilience aux violences politiques



Conclusions provisoires

- ✓ L'importance des familles et des « tuteurs sociaux » dans l'encadrement des classes populaires
- ✓ Un besoin de régulation de la part de l'Etat et La nécessité de repenser les institutions publiques et leur déploiement :
L'inscription des « tuteurs » dans les institutions. Endiguer la privatisation de l'éducation et la reproduction des inégalités !
- ✓ Réarmer le sentiment d'appartenance à l'Etat.
- ✓ Faire face à l'explosion démographique (effets de seuils) et l'urbanisation croissante (anonymat)
- ✓ Organiser de façon pacifique la confrontation politique (de la plaisanterie à la démocratie) « Il faut apprendre à s'opposer sans se massacrer » Marcel MAUSS
- ✓ Les réformes politiques : une résilience de l'Etat vis-à-vis des crises politiques

Une fragilisation des ressources de résilience !

II. L'interaction chercheurs / praticiens

Synthèse des échanges

Les discussions consécutives aux restitutions révèlent plusieurs préoccupations récurrentes pour les praticiens intervenant sur les questions d'extrémisme violent et de cohésion sociale. Ces préoccupations doivent faire l'objet d'une attention particulière pour les chercheurs et donner d'une manière générale, des pistes pour l'approfondissement de certains sujets de recherche.

Sur les mécanismes de gouvernance...

Face à la situation de crise traversée par le Burkina, on se demande pourquoi l'Etat n'arrive pas à actionner ces mécanismes de résilience. Qu'est-ce qui bloque le système, qui ne fonctionne pas ? Y-a-t-il un manque de volonté de la part des pouvoirs publics ?

De même, pourquoi les ressorts de la chefferie traditionnelle ne fonctionnent-ils plus ? D'où vient cette frustration de beaucoup de chefs, perceptibles particulièrement dans les régions frontalières ?

On peut avancer d'une part que la crise sécuritaire intervient dans une période de reconstruction (ou déconstruction) du système de gouvernance au Burkina après le mouvement citoyen de 2014. D'autre part, on constate qu'à partir des années 80, les gouvernements successifs vont moins s'appuyer sur les cadres de gestion traditionnels, ou plus récemment, vont favoriser certaines chefferies mieux positionnées au dépend d'autres. Ce qui va tendre à accroître les frustrations et à alimenter les tensions. Enfin, cette crise de légitimité du coutumier va être renforcée par des prédicateurs comme Malam Dicko et les groupes extrémistes qui localement vont remettre en cause l'ordre établi.

L'Etat lui-même subit la perte de confiance des populations particulièrement dans les zones considérées comme périphériques, où les habitants se sentent lésés ou oubliés par le pouvoir central. Cette situation est en effet aggravée aujourd'hui par la gestion de la crise par l'Etat, à travers par exemple les FDS dont le comportement souvent à l'égard des populations en zone de conflit, exacerbe le sentiment de rejet de l'Etat sur lequel se développent les groupes armés. Par exemple, les premiers adeptes et lieutenants de Malam Dicko furent recrutés parmi des fonctionnaires (enseignants, syndicalistes) sanctionnés et envoyés notamment dans la région du Sahel.

Sur le fait religieux...

On souhaiterait davantage d'éclaircissement sur la part du religieux dans le développement de l'extrémisme violent au Burkina. On remarque de plus en plus que ce facteur est minimisé et qu'on évoque plus la mal gouvernance ou les conflits locaux, tandis que les principaux groupes extrémistes fondent leurs actions sur le religieux.

L'aspect religieux peut aussi être lié au déficit de gouvernance et notamment au manque de contrôle de l'Etat, mais aussi de vigilance de la population et des clergés. Certaines pratiques auraient dû être mieux encadrées. On a évoqué notamment l'existence de la police islamique de Pouytenga dans la région de Fada.

Comment appliquer les conclusions de ces recherches ?

Les conclusions des chercheurs ouvrent de nouveaux angles d'analyse pour les acteurs de terrain et les facteurs de violence et de résilience ont clairement été identifiés. Cependant, les praticiens ont

exprimé le besoin de disposer d'éléments d'analyse plus localisés afin de développer des instruments de réponse adaptés.

On constate d'une manière générale une érosion des facteurs de résilience, dans le même temps la dégradation du contexte sécuritaire et l'accroissement de la violence à différentes échelles, imposent aux acteurs de la cohésion sociale de travailler dans l'urgence. Il est donc nécessaire de développer une coopération entre chercheurs et praticiens. Les études doivent donner plus d'éléments concrets pour construire des stratégies impactantes, aller plus loin que de simples recommandations. Comment réarmer la résilience ? Quelles activités mettre en place à l'endroit des populations vulnérables ?

Les groupes de travail thématiques

Trois groupes ont été constitués sur base des 3 thématiques présentées par les chercheurs. Ces groupes étaient composés par les praticiens et les chercheurs eux-mêmes. Les travaux de groupe ont consisté à répondre aux questions suivantes :

- 1) *Quels sont les principaux éléments restitués qui font écho au travail des praticiens ?*
- 2) *Comment les praticiens font face aux problématiques soulevées (outils, approches, type d'activités...)*
- 3) *Quelles sont les questions à approfondir pour améliorer les pratiques ?*
- 4) *Quels sont les manques à ces études ?*

Groupe Extrémisme violent

1) Éléments d'analyse en lien avec les pratiques :

- Expansion géographique
- L'avance stratégique des groupes extrémistes sur les décideurs politiques
- Fragilisation des leviers de résilience communautaire
- Le besoin de revoir le cadre d'analyse de l'extrémisme violent (clichés et présupposés...)
- L'existence d'un terreau favorable au développement de l'EV
- La maîtrise et l'exploitation de l'écosystème

2) Les réponses mises en œuvre par les praticiens :

- Mise en place des relais de veille communautaire
- Développement d'espaces de dialogue
- Caravanes, émissions radiophoniques, causeries éducatives
- Renforcement des compétences pour le dialogue intra et interreligieux et le dialogue intercommunautaire
- Mise en place d'un parcours éducatif pour les jeunes
- Projet de mise en œuvre d'un système de monitoring des faits religieux
- Renforcement des capacités des acteurs étatiques locaux au renforcement de la cohésion sociale
- Renforcement de la résilience des jeunes et des femmes
- Ateliers de débats informés sur le commerce et la mobilité du bétail (communautés, administration, FDS, groupes socio-professionnels, services techniques)
- Renforcement de l'engagement des FDS, partis politiques et journalistes pour la promotion de la paix
- Production et diffusion documentaire
- Activités autour de la parenté à plaisanterie

- Activités de dialogue entre FDS et population
- 3) Amélioration des pratiques :
 - La remise en cause du mécanisme de parenté à plaisanterie
 - Etude sur l'extrémisme dans les zones actuellement moins touchées
 - La problématique de la femme dans les dynamiques d'EV
 - La problématique de l'enfant dans le contexte d'EV
 - Mieux étudier la situation des déplacés internes (dynamiques, causes profondes des déplacements, choix des zones d'accueil, relations entre population déplacées et populations hôtes...)
- 4) Manques au niveau des études :
 - Approfondir l'étude des dynamiques locales (niveau localités...)
 - Inclure les objectifs de l'EIGS

Groupe 2 : Violence en milieu éducatif

- 1) Eléments d'analyse en lien avec les pratiques :
 - Eléments de la résilience : Résister, faire face, se reconstruire
 - Jeunes en conflits avec la loi (facteurs de risques) : rupture du lien familial, manque d'affection, maltraitance, influence de la rue, négligence
 - Points tournants : tendre vers la résilience
 - Facteurs de protection : activités groupales, activités individuelles, les contrats de bon comportement
 - Importance de la reconnaissance du lien familial
 - L'engagement (la volonté de changer) de l'enfant
- 2) Comment sortir les enfants de leur état de violence ?
 - Jeux de société, jeux de rôle...
 - L'éducateur doit être une figure prosociale
 - La guidance parentale et le renouement des liens familiaux
 - La médiation familiale
 - Activités occupationnelles et formations préprofessionnelles
 - Les outils : fiches d'entretien, boîte à image, Projets Educatifs Individuels (PEI)
- 3) Amélioration des pratiques :
 - Bien analyser les conditions à réunir pour la réussite d'un projet inclusif (éducation inclusive)
 - Etude de cohorte (impact sur la durée)
- 4) Manques au niveau des études :
 - Insuffisance d'informations sur l'influence de la rue
 - Davantage de pistes concrètes pour les praticiens
 - La question de la prise en charge psychologique
 - Typologie des violences

Groupe 3 : Violences politiques

- 1) Eléments d'analyse en lien avec les pratiques :
 - Recours aux autorités morales comme acteurs de régulations des crises

Exemple de la crise du conseil municipal du Bani pour laquelle le Haut-Commissaire a fait recours à l'Evêque, au Grand Imam et au Pasteur par l'intermédiaire de l'UFC Dori pour concilier les parties.

- L'évocation du pardon « registre traditionnel » comme ressource
- L'implémentation des politiques publiques équitables : justice sociale (ex. pastoralisme APSS)

2) Les réponses mises en œuvre par les praticiens :

Concernant la mal gouvernance

- Suivi des politiques publiques
- Promotion du devoir de redevabilité
- Sensibilisation (APSS) par rapport à la mauvaise gestion des terres
- Mise en place de cadres de concertation

Concernant la violence de l'Etat

- Formation et sensibilisation, Education citoyenne
- Renforcement de la confiance entre population et FDS (IFC Dori, Tabital Lobal)

Concernant la fragilisation des facteurs de résilience

- Journée des communautés, journée de la parenté à plaisanterie
- Repenser le mode d'éducation (cellule familiale, manuel scolaire)

3) Amélioration des pratiques :

- Approfondir et préciser les facteurs de la violence politique
- Etude sur les liens entre le politique et l'ethnie au Burkina

4) Manques au niveau des études :

- Absence d'analyse des facteurs de résilience au niveau local

Conclusion

Les résultats présentés par les chercheurs nous montrent d'une manière générale, une érosion des mécanismes de résilience au sein de la société burkinabé. La remise en cause des pouvoirs traditionnels, la perte de confiance des populations envers l'Etat, les mutations des modèles familiaux dans la société urbaine, ont pu fragiliser certains espaces de socialisation et de gestion des conflits et de la violence. La dégradation rapide de la situation sécuritaire observée au Burkina ces dernières années et l'expansion des groupes armés radicaux sur le territoire, prouvent la vulnérabilité du pays et de la société à la violence.

Dans ce contexte, les jeunes sont des acteurs de la violence, de la petite délinquance à l'action au sein de groupes armés, mais aussi dans la gestion des rapports quotidiens au sein de l'école par exemple. Ces comportements observés au niveau de la jeunesse révèlent en partie un malaise sociétal, l'expression d'un besoin de changement assumé ou inconscient, ou tout simplement des manques affectifs ou moraux.

Face à ces situations, les acteurs de la cohésion sociale et de la prévention de l'extrémisme violent tentent d'apporter des réponses à différents niveaux d'intervention. La mise en place d'espace de dialogue et de médiation, le renforcement des compétences des acteurs pédagogiques, des acteurs étatiques, le renforcement de la résilience économique des jeunes, les sensibilisations collectives, constituent un éventail d'activités pour le renforcement de la cohésion sociale et la lutte contre les violences.

Cependant, les éléments d'analyse apportés par les chercheurs viennent nous questionner sur le contenu de ces activités :

- Quel rôle doit-on donner aux acteurs traditionnels dans la gestion des conflits ?
- Nos activités de dialogue sont-elles suffisamment inclusives ?
- Doit-on créer de nouveaux mécanismes ou réarmer les anciens ?
- Nos messages de sensibilisation sont-ils réellement adaptés aux préoccupations du public visé ?
- Doit-on davantage prioriser des activités de plaidoyer en direction des autorités ?
- Travaille-t-on suffisamment sur l'individu ? S'appuie-t-on suffisamment sur le cadre familial ?

Il y a en tout cas nécessité de concevoir des outils basés sur un nouveau prisme d'analyse, prenant davantage en compte le caractère endogène de la crise sécuritaire. Ce travail doit en effet s'ancrer sur des analyses de contexte et de conflit locales et précises, et sur des mapping des acteurs identifiant les interactions et les jeux d'intérêts à différentes échelles socio-spatiales.

Dans cette perspective, il semble important que certaines problématiques continuent à être approfondies dans le cadre de ce projet de recherche mené par le CERADD en partenariat avec le CRDI. De même, il paraît urgent de construire plus de ponts entre le travail de recherche et la pratique. Chercheurs et praticiens sont donc invités à collaborer plus systématiquement afin de concevoir des réponses efficaces aux dynamiques de violence en Afrique de l'Ouest.

Concrètement cette démarche continuera d'être renforcée au sein du programme FFU-Cohésion Sociale, dans le cadre des groupes thématiques animés par la Cellule de coordination inter consortia. Des ateliers d'échange et de formation réunissant les équipes des organisations membres des

différents consortia et l'équipe de chercheurs, seront organisés en 2020 avec comme objectifs un travail sur les contenus des activités, la conception d'outils et la capitalisation des expériences.